

Crise post-électorale/Etat de siège

# Ces contrôles intempestifs qui agacent les Librevillois

Depuis le 31 août dernier, date de la proclamation des résultats provisoires de la présidentielle par Pacôme Moubelet Boubeya, une forte présence des forces de l'ordre, de sécurité et de défense exacerbe les habitants de Libreville et ses enclaves (Akanda, Owendo et Bikele).

Casimir Mapiya

**E**n effet, les violences qui ont sévi au mois de septembre dernier et qui ont entraîné, selon l'opposition, près d'une cinquantaine (50) de morts, minimisées par le pouvoir à quatre (4) morts dont un agent des forces de sécurité mort dans la province Woleu-Ntem, un climat morose, demeure avec une forte présence dans les principales artères de la ville, de jour comme de nuit, des hommes armés et portant des uniformes.

Dans la seule commune d'Owendo, les « checkpoint » (point de contrôle) se trouvent à tous les kilomètres. Partant d'Awoungou, un quartier de la ville portuaire, le premier contrôle se trouve au clando, le deuxième, au carrefour Setrag, le troisième, à la pédiatrie. Comme si cela ne suffisait pas, un autre point de contrôle se trouve juste après le pont Nomba, au quartier Acae, le premier à franchir une fois hors de



A la place dite de la paix, il serait peut-être mieux d'y ériger une caserne militaire.

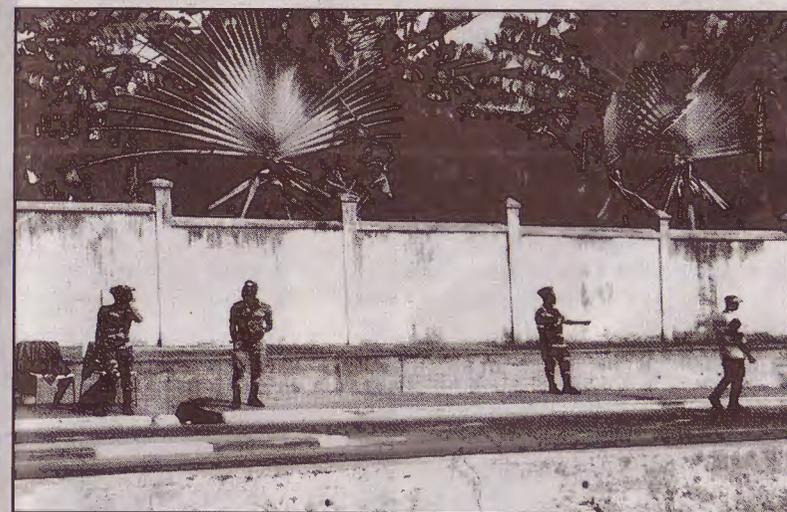
la ville.

Ces contrôles agacent visiblement au regard des embouteillages qu'ils occasionnent. David Samba, un habitant de la Sni-Owendo, habitué à une circulation fluide dans la petite ville au sud de Libreville manifeste son mécontentement : « Je travaille au Haut-de-Gué-Gué, j'ai dû ajouter une heure sur mon heure de départ habituelle pour me rendre à mon lieu de travail. Ils nous font

perdre un temps énorme. Avec la rentrée des classes, la situation va se dégrader davantage ».

Un autre riverain, qui a requis l'anonymat, nous confesse qu'il est excédé par ces contrôles dont il se demande le bien-fondé. « Parce que le peuple a voulu revendiquer sa victoire, ils ont tué quelques-uns et plongent les autres dans la peur », s'offusque-t-il.

À Libreville, même son de cloche.



Un déploiement armé digne d'un véritable Etat policier.

Que l'on soit à Nzeng-Ayong, aux Cocotiers, à Sotega, aux Charbonnages, à Glass, à Akébé, au PK 12, au Haut-de-Gué-Gué, la réalité est la même. Des policiers, gendarmes, militaires, parfois des pompiers, des marins... lourdement armés font des contrôles sur les civils avec, au passage, des racketts, des trafics d'influence et des intimidations. Seydou, un Burkinabé, victime d'un policier, raconte : « Ceux qui sont au Rond-point de la Démocratie, ils ne font que ça à longueur de journée. Ils prennent notre argent et ensuite s'en vont boire juste à côté », pointant du doigt la descente sur la droite avant d'emprunter la bretelle qui mène vers Nzeng-Ayong.

Il est clair que cette forte présence d'hommes en armes agace les Gabonais qui subissent chaque jour que Dieu fait braquages, vols, infractions et agressions de tous genres. Les Gabonais ne croient plus en ce régime. Bien plus, même les policiers rencontrés à ces différents lieux disent n'exercer ces contrôles que pour gagner un peu d'argent sur le dos des citoyens à qui ils collent de prétendues infractions de la route, infractions qu'ils annulent ensuite en contrepartie de modiques sommes de 1 000 Fcfa et 2 000 Fcfa. Un pays où tout est devenu moutouki, même les valeurs républicaines censées être défendues par les forces de l'ordre.